



PRÉFET DE LA DRÔME

**Direction Départementale de la Protection  
des Populations de la Drôme**

Valence, le 30 juillet 2014

**Service Protection de l'environnement**

Dossier suivi par : Pierrich VIALLET

Tél. : 04.26.52.22.07

Fax : 04.26.52.21.62

mail : pierrich.viallet@drome.gouv.fr

**INSTALLATIONS CLASSEES  
POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT**

\*\*\*\*\*

**RECEPISSE DE DECLARATION N° 55/2014**

**Bénéfice de l'antériorité pour un élevage de volailles**

**EARL GILLOUIN - Aurel**

**Le Préfet de la Drôme  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

VU le code de l'environnement ;

VU le décret n° 2013-814 du 11 septembre 2013 modifiant la nomenclature des installations classées introduit un renvoi à la rubrique 3660 (élevage intensif de volailles) qui soumet à autorisation les élevages de volailles détenant plus de 40 000 emplacements conformément à la réglementation européenne ;

VU l'arrêté ministériel du 27 décembre 2013 modifié fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les élevages de bovins, de volailles et/ou de gibier à plumes et de porcs soumis à déclaration au titre du livre V du code de l'environnement ;

VU la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, et notamment la rubrique n° 2111-1 ;

VU le récépissé de déclaration n°303/SV-66 délivré le 16 février 1967 à Monsieur GILLOUIN Yves, relatif à la création d'un élevage de 2000 poulets situé quartier Serre-Cornat à Aurel (26340) ;

VU le récépissé de déclaration n°134/91 délivré le 28 mars 1991 au GAEC de Serre-Cornat sis à Aurel pour la prise en charge d'un élevage de 1300 poulettes démarrées ;

VU le récépissé de déclaration de changement d'exploitant n°43/98 délivré le 21 avril 1998 à l'EARL GILLOUIN relatif à la prise en charge d'un élevage de 16000 poulettes dans deux bâtiments situés à quartier Serre-Cornat à Aurel ;

VU le récépissé de déclaration n°76/1996 délivré le 3 juillet 1996 à Monsieur GILLOUIN Christian, gérant l'EARL GILLOUIN, relatif à la régularisation d'un élevage de 13200 volailles sur la commune d'Aurel, au lieu-dit Prémol ;

VU le récépissé de déclaration n° 16/13 délivré le 11 février 2013 à l'EARL GILLOUIN, située quartier Serre-Cornat à Aurel, pour les modifications apporté dans ses élevages situés quartier Serre-Cornat et quartier Prémol à Aurel portant l'effectif total de l'exploitation à 29200 volailles ;

VU le courrier du 10 juillet 2014 de l'EARL GILLOUIN attestant de son exploitation d'un élevage de 70000 cailles sur le site de quartier Serre-Cornat depuis 1997 ;

VU le rapport de l'inspection de l'environnement du 29 juillet 2014 précisant les effectifs de l'élevage comprenant 13200 poulets sur le site de Prémol et 70000 cailles sur le site de Serre-Cornat à Aurel ;

### **DELIVRE RECEPISSE**

à l'EARL GILLOUIN, sise quartier Serre-Cornat à Aurel, pour une notification d'antériorité pour son installation d'élevage de volailles comprenant 13200 poulets et 70000 cailles soit un total de **21950 animaux-équivalents**, répartis sur deux sites quartier Serre-Cornat et quartier Prémol, à Aurel.

le décret n° 2013-814 du 11 septembre 2013 modifiant la nomenclature des installations classées introduit un renvoi à la rubrique 3660 (élevage intensif de volailles) qui soumet à autorisation les élevages de volailles détenant plus de 40 000 emplacement conformément à la réglementation européenne permet de délivrera cette installation une notification d'antériorité.

Cet élevage est désormais **sous le régime de l'autorisation IED pour la rubrique 2111-1** de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

L'exploitant devra, pour cette **installation soumise à autorisation** se conformer strictement :

- aux prescriptions générales de l'arrêté ministériel du 27 décembre 2013, dont ci-joint un extrait, pour la rubrique 2111-1 ;
- ainsi qu'à toutes autres prescriptions qu'il serait reconnu utile de lui imposer par la suite pour la défense des intérêts mentionnés à l'article L.511-1 précité du code de l'environnement (commodités du voisinage, santé, sécurité, salubrité publiques, protection de la nature et de l'environnement, conservation des sites et des monuments)

Une copie du présent récépissé sera affichée à la mairie de la commune intéressée pendant une durée minimum d'un mois : les tiers pourront consulter sur place le texte des prescriptions générales applicables à l'établissement.

L'exploitant devra déclarer sans délai à l'inspecteur des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 précité du code de l'environnement.

En cas de changement d'exploitant, le successeur ou son représentant doit en faire la déclaration au Préfet dans le mois qui suit la prise en possession. Cette déclaration devra mentionner les nom, prénoms et domicile du nouvel exploitant, la désignation de l'activité, la date et le numéro du présent récépissé de déclaration. S'il s'agit d'une société, il y aura lieu de préciser sa raison sociale ainsi que la qualité du signataire de la déclaration.

En cas de cessation de l'activité au titre de laquelle elle était déclarée, l'exploitant doit en informer le Préfet trois mois au moins avant l'arrêt définitif. La notification de l'exploitant indique les mesures de remise en état prévues ou réalisées, conformément à l'article R.512-39-1 du code de l'environnement.

- tous les produits dangereux ainsi que tous les déchets sont valorisés ou évacués vers des installations dûment autorisées ;
- les cuves ayant contenu des produits susceptibles de polluer les eaux sont vidées, nettoyées, dégazées et, le cas échéant, décontaminées. Elles sont si possible enlevées, sinon et dans le cas spécifique des cuves enterrées et semi-enterrées, elles sont rendues inutilisables par remplissage avec un matériau solide inerte.

A défaut, il peut être fait application des procédures prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

L'exploitant doit placer le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 précité du code de l'environnement et qu'il permette un usage futur comparable à la dernière période d'activité de l'installation. Il en informe le propriétaire du terrain sur lequel est sise l'installation ainsi que le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme.

Le présent récépissé cessera de produire effet si l'exploitation a été interrompue pendant plus de deux années consécutives, sauf le cas de force majeure.

Toute modification apportée par le déclarant à l'installation, à son mode d'exploitation ou à son voisinage entraînant un changement notable des éléments du dossier de déclaration initiale doit être portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet (article R 512-33 du Code de l'environnement).

La présente décision peut être déférée au Tribunal Administratif de Grenoble :

- par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois qui commence à courir du jour où le présent récépissé leur a été notifié ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés à l'article L.511-1 précité du code de l'environnement, dans un délai de un an à compter de l'affichage du présent récépissé.

Le présent récépissé doit être conservé et présenté à toute réquisition.

Le Maire d'Aurel et le Directeur départemental de la Protection des Populations chargé de l'inspection des installations classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution des prescriptions ci-dessus.

Fait à Valence, le 30 juillet 2014

Pour le Préfet et par subdélégation,  
Le Chef de Service Protection de l'Environnement

Jérôme PEJOT

Copie du présent récépissé est transmise à :

- M. le Maire d'Aurel
- M. le Directeur Départemental des Territoires
- M. le Délégué Territorial de l'Agence Régionale de Santé
- M. le Directeur départemental des services d'Incendie et de Secours Valence
- M. le gérant de l'EARL GILLOUIN